

Direction des Collectivités Locales
et des Procédures Publiques
Bureau des Enquêtes Publiques
et des Installations Classées
JPV

ARRETE

N° 2014240-0016 du 28 AOUT 2014

portant mise en demeure la société HUCKERT à BIESHEIM
de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral du 3 février 2005 réglementant ses
installations de Biesheim

Le Préfet du Haut-Rhin

Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I,
VU l'arrêté préfectoral n°941123 du 12 juillet 1994 (autorisation d'exploiter la carrière pour 20 ans),
VU l'arrêté préfectoral complémentaires n°2005-34-22 du 03 février 2005 (codificatif),
VU le rapport du 18 août 2014 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement
chargée de l'inspection des installations classées,

CONSIDÉRANT que l'inspection du 24 juillet 2014 sur les sites de la carrière a permis de constater que la
carrière était en exploitation alors que l'échéance de l'autorisation était au 12 juillet 2014,

CONSIDÉRANT donc que la remise en état du site n'est pas réalisée alors que celle-ci aurait due être
achevée au 12 janvier 2014,

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des
poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en
vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets,
dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle
incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* »,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société HUCKERT dont le siège social est situé 10 rue de la Gravière 68600 BIESHEIM, est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de sa carrière de Biesheim, et ce avant le **22 janvier 2015**, les prescriptions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaires n°2005-34-22 du 03 février 2005 reprises ci-après :

« (...) »

Sauf en cas de renouvellement de cette autorisation, l'extraction des matériaux commercialisables est achevée neuf mois avant cette échéance et la remise en état six mois avant cette échéance.

(...) »

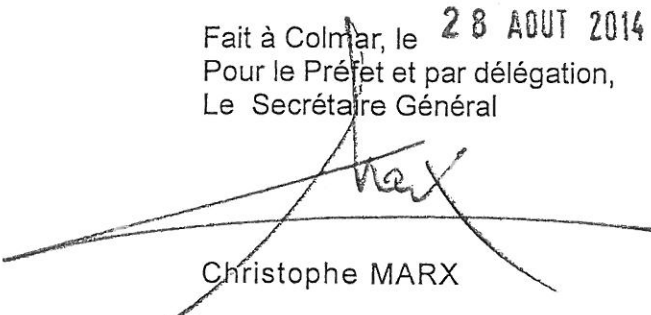
Article 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 171-8 du Code de l'Environnement,

Article 3 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin, le Directeur de la société HUCKERT, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (service de l'inspection des Installations Classées) et le maire Biesheim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Fait à Colmar, le **28 AOUT 2014**
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général


Christophe MARX

Délais et voies de recours

Article R. 514-3-1 du Code de l'environnement

Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative (Tribunal Administratif de Strasbourg) par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.